9 juin 1987 - Seul le prononcé fait foi

Télécharger le .pdf

Intervention de M. François Mitterrand, Président de la République, en séance restreinte lors du sommet des pays industrialisés à Venise, sur la situation économique internationale et ses propositions notamment en faveur des pays les moins avancés, mardi 9 juin 1987.

Je centrerai mon intervention sur les pays en développement. L'origine des maux dont souffre le monde actuel a été longuement évoqué. Je les rappelle brièvement :
- la croissance est moins forte que prévu,
- les déséquilibres budgétaires restent importants,
- les déséquilibres extérieurs se sont accrus malgré la hausse du yen et du mark et la baisse du dollar,
- les taux d'intérêt nominaux ont baissé mais les taux d'intérêt réels restent élevés,
- le chômage reste fort partout,
- les cours de matières premières sont au niveau des années 30,
- les tentations protectionnistes s'accentuent.
- La situation des pays du tiers monde s'est aggravée. La dette continue d'augmenter. Les flux d'argent frais qui sont indispensables au financement du développement sont moins importants qu'il y a quelques années.
- Nos remèdes habituels sont impuissants face à la situation des pays les plus pauvres notamment des pays d'Afrique au Sud du Sahara. L'exemple le plus significatif est celui de la Côte d'Ivoire. Ce pays a suivi les recommandations qui lui étaient faites. Il dispose de ressources importantes et diversifiées et néanmoins ce "bon élève" vient de déclarer qu'il ne pouvait payer les intérêts de sa dette.\
J'ai fait récemment des propositions. Je voudrais les rappeler devant vous. Il faut d'abord que nous prenions l'engagement d'améliorer l'environnement économique mondial dans quatre directions :
-1) Stimuler la croissance. Tous nos pays, et en particulier ceux qui ont des excédents commerciaux, devraient utiliser leurs marges de manoeuvre dans ce but. Au sein de la Communauté, la France soutient la stratégie coopérative de croissance proposée par le Président de la Commission.
- 2) Reconstruire le système monétaire international pour avoir la stabilité des taux de change et un niveau raisonnable de taux d'intérêt. Il faut aller vers le respect de bandes de fluctuation entre les principales monnaies. La France a fait des propositions en ce sens dès le sommet de Versailles en 1982. Les progrès ont depuis été réels jusqu'au récent accord du Louvre. La France souhaite la mise au point d'indicateurs et le déclenchement de consultations lorsque les écarts sont trop importants.
- 3) Combattre le protectionnisme en mettant tout sur la table et ouvrir les marchés des pays riches au profit des pays pauvres. Maintenir l'agenda de Punta del Este. Négocier dans le -cadre multilatéral qui est ouvert à tous. Ces négociations doivent être globales et porter à la fois sur l'agriculture, l'industrie et les services.

- 4) Engager une action réelle pour enrayer la chute des cours des matières premières. Je pense en particulier à l'aide que pourrait - apporter la Banque mondiale à la diversification des productions des pays en développement.
- Mais ces mesures économiques générales ne seraient pas suffisantes. Il faut des actions spécifiques, surtout pour les pays les plus pauvres.
- Il faut un plan d'allègement général de la dette :
- - inciter les banques à augmenter leurs prêts au tiers monde comme la France l'a proposé à Washington. M. Baker et le gouvernement canadien ont fait aussi des propositions en ce sens.
- - apporter notre appui au recyclage des capitaux de nos pays vers les pays en développement. Des négociations sont en cours entre le Fonds monétaire international et nos pays. Il s'agirait au moins de tripler la facilité d'ajustement structurel qui passerait de 3 à 9 milliards de dollars et de bonifier ces prêts. Ceci est à notre portée. Il faudrait aboutir avant la fin de l'année. Les pays débiteurs prendraient leur part de l'effort par le sérieux de leur gestion.
- - au Club de Paris, allonger les durées de rééchelonnement des dettes de 10 à 20 ans et des périodes de grâce de 5 à 10 ans.
- - augmenter le capital de la Banque mondiale.
- Voici ce que devraient être selon la France les grandes lignes d'un plan d'allègement général de la dette. Mais il faut aussi bien sûr réduire les déficits budgétaires notamment aux Etats-Unis et les déséquilibres extérieurs - déficits ou excédents - des grands pays.\